

GUERRE D'IRAN : LA FRANCE ET L'EUROPE NE PEUVENT PAS REGARDER AILLEURS



JEAN-SYLVESTRE MONGRENIER
NOTE D'ACTUALITÉ 101, MARS 2026



L'Institut Thomas More est à la fois un laboratoire d'idées, un centre d'action et une école de formation. Libéral-conservateur, libre et indépendant, il est basé à Paris et Bruxelles.

La démarche de l'Institut se fonde sur les valeurs proclamées dans sa Charte : la liberté et la responsabilité, le respect de la dignité de la personne, la subsidiarité, l'économie de marché, les valeurs universelles qui sont l'héritage commun des pays européens.

Paris

91, rue du Faubourg Saint-Honoré
F-75 008 Paris

Bruxelles

Clos des Salanganes, 5
B-1150 Bruxelles

www.institut-thomas-more.org
info@institut-thomas-more.org

Déclenchée le 28 février 2026 par l'opération *Epic Fury*, la guerre d'Iran ouvre une déflagration régionale aux répercussions mondiales. Les portes de la guerre étaient grandes ouvertes depuis longtemps. Destruction du programme nucléaire iranien ou *regime change* : les buts américains restent imprécis. Soutenu par la Russie et la Chine, l'Iran islamique répond à l'offensive en semant le chaos régional et en tentant de déclencher une crise énergétique mondiale. La France et l'Europe ne peuvent prétendre être « ailleurs ». Dans le détroit d'Ormuz comme sur les autres théâtres de ce qui devrait être considéré comme un conflit hégémonique « en morceaux », les solidarités géopolitiques occidentales devraient prévaloir.

Déclenchée le 28 février 2026, après plusieurs semaines de montée en puissance du dispositif militaire américain au Moyen-Orient, depuis la Méditerranée orientale jusqu'en mer d'Arabie et dans l'océan Indien, l'opération *Epic Fury* (Furie épique) amplifie ce qu'on nommera la guerre d'Iran. Voici déjà un certain temps que les portes de la guerre étaient grandes ouvertes mais on voulait croire que le calcul coûts-bénéfices des différents acteurs empêcherait une déflagration régionale. Alors que deux décennies de négociations avec l'Iran islamique n'avaient débouché sur aucun accord véritablement satisfaisant, la diplomatie était supposée éviter le pire.

En vérité, le pogrom du 7 octobre 2023 et ses conséquences auront accéléré les chaînes de causalité. Désormais, il s'agit d'une guerre de haute intensité ; elle menace l'ensemble du Moyen-Orient et ses répercussions sont mondiales. Il sera difficile de prétendre que « la France est ailleurs » et de se poser en avoué d'un ordre mondial qui n'existe plus. Ce qui vaut pour la France vaut aussi pour les nations du Vieux Continent, si tant est qu'elles aspirent à autre chose qu'à périliter dans le « grand hospice occidental ». Certes, le front ukrainien prime mais cela ne signifie pas l'on puisse ignorer le Moyen-Orient.

Les portes de la guerre étaient ouvertes depuis longtemps

En regard des déclarations successives de Donald Trump et des membres de son Administration, les buts de guerre sont imprécis et fluctuants. Selon la version minimale, il s'agirait d'éliminer le programme nucléaire de l'Iran, le pays étant censé renoncer définitivement à l'atome guerrier. S'y ajoutent le désarmement du pays (voir l'imposant effort missiliste et balistique iranien) et le démantèlement de son réseau d'affidés et de forces par procuration au Moyen-Orient (les milices chiites d'Irak, le Hezbollah libanais, le Hamas palestinien et les houthistes du Yémen). La version élargie des buts de guerre américains inclut un changement de régime (« *regime change* ») ou, à tout le moins, la reconfiguration du système de pouvoir dans un sens favorable aux intérêts américains dans la région (Israël est plus en pointe sur ces questions). Les variations dans l'énoncé des buts de guerre sont présentées comme significatives de l'incompétence de l'Administration Trump, composée de plusieurs obligés sans forte personnalité et sans assise politique propre.



Divers observateurs voient pourtant dans le discours fluctuant de Donald Trump une simple rhétorique qui lui laisserait une certaine latitude dans la définition des termes de la victoire, en fonction des circonstances politiques, stratégiques et militaires. On peut aussi penser que nombre d'analyses partagent une vision excessivement rationaliste de la guerre, définie comme un simple instrument du politique (la guerre a sa vie propre). L'idée d'un conflit militaire dont l'ouverture serait déterminée par un rigoureux calcul politique, au moment le plus opportun, avec une claire anticipation des effets voulus et non voulus, ne résiste pas toujours à l'examen historique du phénomène guerrier : les décisions sont souvent prises en situation, dans un « brouillard » qui règne avant l'état de guerre, tandis que s'accumulent pulsions violentes, logomachies et facteurs polémogènes. Pour dire les choses autrement, il serait bon de relire les *Considérations actuelles sur la guerre et sur la mort* de Sigmund Freud (1915) ou encore *La guerre de Troie n'aura pas lieu* de Jean Giraudoux (1935). Rien de nouveau sous le soleil.

De fait, les portes de la guerre étaient grandes ouvertes bien avant le 28 février 2026. Il n'est pas besoin de remonter le temps jusqu'à la révolution islamique chiite de 1979, année d'instauration d'un régime trop longtemps présenté comme une république imparfaite, prétendument soumise à une rivalité entre « durs » et « modérés » (un théâtre d'ombres). Commence alors la « malédiction iranienne » qui frappe les administrations américaines successives : humiliation de la « crise des otages » et échec de leur libération par un commando, *Irangate*, crises à répétition et sanctions américaines, question du nucléaire iranien et agissements de Téhéran à l'encontre des alliés moyen-orientaux des États-Unis. Voilà près d'un quart de siècle que la volonté de Téhéran d'accéder à l'atome guerrier, un projet géostratégique bien établi malgré les dénégations successives du Guide suprême de la Révolution islamique (feu Ali Khamenei), bouleverse la situation géopolitique du Moyen-Orient.

Trop longtemps, l'espoir occidental de parvenir à une solution négociée aura assuré au régime une forme de protection, lui assurant la possibilité de soutenir un « axe chiite » à travers le Moyen-Orient, du golfe Arabo-Persique à la Méditerranée orientale, avec une excroissance au sud de la péninsule Arabique, dans l'arrière-cour de l'Arabie saoudite (les houthistes du Yémen, en bordure de la mer Rouge et du détroit de Bab-el-Mandeb). Sans même s'être encore doté de l'arme nucléaire, l'Iran islamique bénéficiait d'une forme de « sanctuarisation agressive ». Ainsi la négociation qui aboutira au JCPO (*Joint Comprehensive Plan of Action*, 2015), très partiel et imparfait, conduisit le président américain Barack Obama à faire preuve de complaisance à l'égard de Bachar Al-Assad et du régime de Damas, renonçant à imposer ses propres « lignes rouges » concernant l'usage de l'arme chimique en Syrie (2013) ; il ne fallait pas bombarder l'allié de Téhéran et, par là-même, menacer un accord sur le nucléaire iranien. Certes, cet accord fut dénoncé en 2018, lors du premier mandat de Donald Trump, mais ce dernier décida de ne pas frapper l'Iran l'année suivante, malgré la destruction d'un drone américain par les Pasdarans (les Gardiens de la Révolution), et surtout une première attaque contre les gisements pétroliers d'Arabie saoudite (chef de la force Al-Qods, le général Soleimani fut toutefois éliminé le 3 janvier 2020 par une frappe américaine).

Ce fut le pogrom particulièrement sauvage et sanguinaire du Hamas en Israël, le 7 octobre 2023, qui fit basculer la situation régionale. Depuis, l'État hébreu, résolu à desserrer l'étreinte mortelle du réseau irano-islamique (l'axe chiite et consorts), est passé aux actes contre le Hamas à Gaza, contre le Hezbollah et les Houthis, qui prirent l'initiative d'attaquer Israël et ses intérêts dans la région et sur son sol même. L'opération *Epic Fury* du 28 février aura été précédée par des frappes iraniennes dans la nuit du 13 au 14 avril 2024, prélude à la guerre des Douze jours » de juin 2025, avec pour point d'orgue l'opération américaine *Midnight Hammer* sur les sites nucléaires iraniens (21-22 juin 2025). Une fois les événements mis en perspective, il apparaît que Donald Trump, aussi imparfait soit-il, n'est pas le Grand Satan, cause première de tous les malheurs du Moyen-Orient. C'est pourtant la basse continue de bien des analyses et commentaires.

La stratégie iranienne : chaos régional et déclenchement d'une crise énergétique mondiale

Conséquence des ambitions géopolitiques maximalistes et millénaristes du régime islamique qui sévit à Téhéran, la guerre d'Iran est en fait ouverte depuis déjà un certain temps : d'abord sous la forme d'un conflit dit « hybride », doublé d'une guerre occulte contre le programme nucléaire iranien (espionnage, sabotage, élimination d'ingénieurs et de responsables dudit programme) ; désormais sous celle d'une guerre de haute intensité, susceptible de se transformer en un conflit asymétrique du fait de l'inégalité des rapports de puissance entre l'alliance américano-israélienne et l'Iran (voir l'avantage comparatif des drones *Shahed*, perfectionnés par les Russes sur le théâtre ukrainien). La généalogie des événements n'exempte pas l'Administration Trump de ses responsabilités, moins dans la planification militaire et la conduite de la guerre que dans l'évaluation géopolitique censée guider le choix des options stratégiques. Le problème n'est pas tant la question des buts de guerre, traitée plus haut, ou la durée de cette guerre (le rythme et la temporalité d'un conflit ne sont pas ceux d'une série télévisée) ; il réside dans la légèreté avec laquelle la décision d'entrer en guerre semble avoir été prise (les historiens du futur seront plus à même de juger). Les alliés auraient pu aussi être consultés, quand bien même auraient-ils probablement expliqué qu'il fallait laisser du temps au temps.

Le 28 février 2026, l'élimination du Guide suprême de la Révolution islamique, Ali Khamenei (ensuite remplacé par son fils, Mojtaba Khamenei), et d'une grande partie de l'état-major politico-militaire de l'Iran islamique, ainsi que les frappes sur l'appareil sécuritaire du pays, illustrent les vertus de la planification militaire et la puissance de feu d'Israël et des États-Unis. L'idée de manœuvre, semble-t-il, est de plonger le régime dans le néant, de le détruire pour empêcher toute réaction, avec en vue une capitulation rapide. Dans cette perspective, il appert que la possibilité pour les Gardiens de la Révolution de prendre le contrôle d'Ormuz – qui voit passer plus du cinquième du pétrole et du gaz naturel liquéfié (GNL) consommés dans le monde – et leur aptitude à régionaliser la guerre, furent sinon ignorées, du moins sous-estimées. Quatre semaines après le début de l'opération *Epic Fury*, un nouveau Guide suprême est désigné (Mojtaba Khamenei), la « défense en mosaïque » de l'Iran (un système militaire décentralisé avec des « provinces » autonomes) conserve la capacité de lancer missiles et drones, les régimes



arabes sunnites du golfe Arabo-Persique sont bombardés, la riposte iranienne s'étend à toute la région (Turquie, Azerbaïdjan, Irak), jusqu'à Chypre un moment donné (la flotte française s'y est déployée).

La stratégie de l'Iran islamique est de semer le chaos dans la région et de déclencher une gigantesque crise énergétique mondiale (le prix du baril de pétrole passe de 60 dollars à plus de 100 dollars), avec l'espoir que Donald Trump sera rattrapé par les affaires intérieures, la pression de la base MAGA (*Make America Great Again*) que l'on sait isolationniste, l'inflation et la préparation des prochaines élections au Congrès américain (les *Midterms*, en novembre 2026). Dans cette guerre, l'Iran islamique bénéficie du soutien de la Russie (renseignement, ciblage, technologie des drones) et de la Chine populaire (livraisons de matériel par l'intermédiaire du Pakistan, se dit-il), bien décidés à écarteler les États-Unis entre les trois grands théâtres sur lesquels se joue le sort du monde : l'Europe, le Moyen-Orient, l'Asie-Pacifique.

Dédaigneux des alliés de l'Amérique, Donald Trump demande bientôt la constitution d'une coalition navale pour sécuriser le détroit d'Ormuz (le samedi 14 mars). Contre l'évidence, il persiste à relativiser le rôle de la Russie et les interdépendances de cette guerre au Moyen-Orient avec celle qui se déroule en Ukraine, ou encore les interconnexions avec la situation autour de Taïwan, en Méditerranée asiatique (mers de Chine du Sud et de l'Est). Autrement dit, les représentations géopolitiques du président américain sont sérieusement remises en cause et la *Stratégie de sécurité nationale* publiée en 2025 est dépassée par les événements. Mais cela ne préjuge pas de l'issue de cette guerre... d'autant plus que des renforts américains sont en route vers le golfe Arabo-Persique.

La France et l'Europe ne sont pas « ailleurs »

La question se pose de l'attitude qui, dans cette guerre, doit être celle de la France, des puissances européennes qui conservent une volonté politique et des capacités militaires, et de quelques autres nations libres (Japon, Corée du Sud par exemple). On a cru comprendre, selon divers propos officiels, que cette guerre n'était pas la nôtre, comme s'il était possible de s'abstraire du jeu des interdépendances entre l'Europe et le Moyen-Orient, grande zones productrice d'hydrocarbures et carrefour géostratégique mondial. Certains éléments de langage ne dépassent guère le niveau des messages de Trump sur son réseau social. On songe à Diogène qui, portant une lanterne allumée en plein jour, s'écriait : « Je cherche un homme » !

La seule considération du blocage (sélectif) du détroit d'Ormuz, et de ses conséquences sur les marchés énergétiques mondiaux et l'économie globale, montre et démontre que les Européens sont concernés par cette guerre. D'autant plus, dans le cas de la France, que l'Iran islamique bombarde ses alliés et partenaires du golfe Arabo-Persique, frappant au passage des bases et des emprises sur lesquelles des soldats français sont déployés (voir les bases des Émirats arabes unis et des postes du Kurdistan irakien). Le principe de légitime défense, le respect des engagements régionaux de la France (pactes de défense et partenariats stratégiques) et le nécessaire respect de la liberté de navigation, condition essentielle pour l'unité et la cohésion de la « Plus Grande

France » (la métropole, les départements et territoires d'outre-mer et la très vaste zone économique exclusive française), font que nous ne pouvons nous dérober. Plus encore au moment où le président de la République fait évoluer la doctrine nucléaire française en une « dissuasion avancée », c'est-à-dire élargie à l'Europe. Il y va de la réputation géopolitique de la France et de sa crédibilité stratégique.

La claire conscience des enjeux de l'époque ne signifie pas qu'il faille se ruer pour forcer le détroit d'Ormuz, comme ce fut le cas dans les Dardanelles en 1915. Américains et Israéliens opèrent dans la région et de nouveaux renforts sont annoncés (des *Marines* en provenance de bases japonaises), possible préalable à une opération de force dans le détroit d'Ormuz et sur les ports de la côte iranienne du golfe Arabo-Persique, après des bombardements massifs effectués par des B-1 et des B-52. De fait, aucune force navale ne s'aventurerait dans le détroit d'Ormuz sans un « nettoyage » de la zone et l'instauration de conditions minimales de sécurité, afin que ce point de passage très étroit, et le golfe Arabo-Persique, ne se transforment pas en nasse. Dans l'intervalle, les États-Unis, leurs alliés et partenaire discuteraient de la force navale qu'il faudrait déployer pour accompagner les pétroliers et méthaniers dans leur route vers les marchés asiatiques et européens. A divers moments de l'histoire proche, ce type d'opération fut mené, dans le cadre l'Union européenne, de l'OTAN ou bien au moyen de coalitions *ad hoc*, dans des zones géostratégiques vitales (détroit d'Ormuz, golfe Arabo-Persique, golfe d'Oman et mer d'Arabie, détroit de Bab-el-Mandeb, mer Rouge).

Encore ne faudrait-il pas réitérer le schéma de la « coalition des volontaires » en Ukraine, dont le déploiement, suspendu à la signature d'un cessez-le-feu ou d'un accord de paix, dépend du bon vouloir de Vladimir Poutine. Des manœuvres dilatoires de ce type ne feraient pas disparaître la situation d'exception dans le golfe Arabo-Persique, situation dont la gravité nous menace *hic et nunc*. Pourtant, nous prenons le chemin de cette « solution » : nous réglerons le problème de sécurité quand il sera aux trois-quarts réglé. Enfin, comment redistribuer les pouvoirs et les responsabilités entre les deux rives de l'Atlantique nord en chouinant (« On ne nous a pas consultés ») ou en se déroband aux grandes décisions ? S'il s'agissait de jouer les « passagers clandestins », en espérant que les Américains et les Israéliens finissent par l'emporter avec leurs propres moyens, qu'on ne pleure pas ensuite sur notre dépendance et la méchanceté des puissants qui mènent le monde. Bref, tout cela doit être soigneusement considéré et négocié, certes, mais avec la gravité qui sied et la bonne foi requise. On entend déjà le procès en vassalité, cette sempiternelle ritournelle exigeant une clarification du vocabulaire. Dans ses grandes lignes, la féodalité désigne les rapports de dépendance entre le suzerain et ses vassaux : la remise d'un fief constituait la contrepartie du serment de fidélité et de l'aide promise, la cérémonie de l'hommage scellant ce lien d'homme à homme ; le vassal n'aliénait pas sa volonté propre et il disposait d'une capacité d'action à la mesure de ses moyens. Loin d'être un régime de servitude, la féodalité reposait sur un équilibre des volontés et des capacités des contractants. Rien d'infamant dans ces termes.



Le problème n'est donc pas la « féodalité » (au sens métaphorique du terme) mais la nature et la qualité du lien qui unit le « suzerain » et ses « vassaux » : le respect de la *fides*, de la foi engagée de part et d'autre (c'est bien le problème). Si certains des alliés européens des États-Unis se sont trop longtemps installés dans la situation de « passagers clandestins », ce problème stratégique est en voie de résolution, les dépenses militaires européennes connaissant une croissance continue depuis une décennie (la brutalité de Donald Trump n'y fut pas pour rien). En revanche, le « suzerain » américain, présentement incarné par Donald Trump, a quelque peu négligé ses « vassaux », voire les a méprisés. Dans la présente affaire, l'opération *Epic Fury* n'aura pas été préparée par des consultations avec les alliés d'Europe et d'Asie-Pacifique (il est vrai que le Congrès des États-Unis n'a pas même été consulté). Quant aux retombées de cette opération sur la situation énergétique desdits alliés, plus graves encore en Asie qu'en Europe, elles auront été passées par pertes et profits, jusqu'à ce que le président des États-Unis réalise que le prix du pétrole est mondial – indépendamment du fait que l'on soit un très grand producteur –, les sondages du public américain lui rappelant la chose. Si le recours aux stocks stratégiques prévus par l'Agence internationale de l'énergie, décidé dans le cadre du Groupe des Sept (honné par Donald Trump), est une bonne chose, la levée provisoire d'une partie des sanctions sur la « flotte fantôme » et le pétrole russes n'est pas adéquate à la situation et cette décision fait bon marché de l'Ukraine et des intérêts de sécurité européens.

Un conflit hégémonique « en morceaux »

Enfin, il n'est pas assuré que Donald Trump soit pleinement conscient des connexions et interactions entre les théâtres stratégiques du Moyen-Orient et de l'Ukraine, bouclier de l'Europe face à la Russie-Eurasie. Voulant ignorer que les jeux « scythes » (voir le sublime et terrifiant poème d'Alexandre Blok : *Les Scythes*, 1918) sont tout aussi pervers que ceux des Perses, le président des États-Unis veut croire que la Russie permettra de contrebalancer la Chine populaire (le fallacieux *Nixon in reverse*) et, semble-t-il, qu'elle jouera les « honnêtes courtiers » avec l'Iran, dans l'espoir d'y installer au pouvoir une sorte d'élite compradore issue de l'appareil de pouvoir. Or, la « Russie-Eurasie » de Vladimir Poutine et l'Iran islamique sont alliés, quand bien même cette alliance n'a pas pris la forme qui est celle de l'OTAN. L'Iran islamique soutient l'effort de guerre russe en Ukraine en envoyant massivement des drones Shahed, ce qui lui a permis en contrepartie de bénéficier des améliorations technologiques de l'engin et du retour d'expérience de la guerre d'Ukraine (les Shahed aujourd'hui mis en batterie par Téhéran sont beaucoup plus efficaces) ; il faut désormais compter sur l'expertise ukrainienne (Trump : « *We don't need Ukraine !* »). La Russie fournirait aussi l'information satellitaire et le renseignement nécessaires à l'efficacité des frappes iraniennes sur les cibles américaines.

N'oublions pas non plus la Chine populaire, ses vues à court terme sur Taïwan et la Méditerranée asiatique, et ses ambitions géopolitiques à l'échelle de la région Indo-Pacifique voire du monde (cf. le concept de *Tianxia*, étudié par Emmanuel Dubois). Alliée à la Russie-Eurasie, dont elle finance la guerre en Ukraine par des achats massifs d'hydrocarbures (en plus de livrer des drones et des technologies duales), la Chine populaire est un proche partenaire stratégique de l'Iran

islamique, dont elle achète les quatre cinquièmes du pétrole. Les Gardiens de la Révolution laissent passer les pétroliers chinois à travers le détroit d'Ormuz, la Chine envoyant pour sa part des drones et des munitions au moyen du corridor terrestre pakistanais (l'information doit encore être recoupée). Quand Washington doit puiser dans ses stocks de munitions et prélever des hommes et des équipements en Asie, les synergies entre Moscou, Pékin et Téhéran placent les États-Unis sous la menace d'un écartèlement géostratégique, entre les deux extrémités de la masse euro-asiatique et sur le boulevard méridional de l'Eurasie (Iran et Moyen-Orient). Par ailleurs, on ne peut exclure que le régime-bunker nord-coréen profite de la situation.

En somme, les agissements de la Chine populaire, de la Russie-Eurasie et de l'Iran islamique pourraient donner forme et substance à un grand ensemble géopolitique eurasiatique, une perspective qui hantait le géographe britannique Halford Mackinder (1861-1947) et, à sa suite, la géopolitique classique anglo-américaine. On sait l'importance que celle-ci accordait au concept de *Heartland* (*le pivot continental de l'Ancien Monde*), au monde russo-sibérien, plus largement à l'Eurasie, possiblement unifiée, dès lors susceptible de mobiliser suffisamment de ressources pour contester la suprématie de l'Occident et des nations libres, suprématie fondée au plan géostratégique sur la maîtrise de l'élément marin ; selon cette école de pensée, l'unification géopolitique du *Heartland* ferait basculer les équilibres mondiaux. Eh bien, il se pourrait que cette heure ait sonné.

Il importe donc qu'Américains et Européens aient à l'esprit ce spectre géopolitique dont l'incarnation changerait la face du monde. Arrogance et rodomontades d'une part, récriminations et tactiques d'évitement d'autre part, ne seraient pas à hauteur de la situation. Ainsi, claquer la porte à la demande américaine d'une aide dans le détroit d'Ormuz, sans apparemment explorer les voies d'un possible accord, ou à défaut y mettre les formes, insulte l'avenir. S'installerait-on dans le temps de la finalité accomplie, comme si de cette situation géopolitique devrait nécessairement émerger un acteur géostratégique européen uni, capable de se poser en tiers sur la scène mondiale, rendant inutiles l'OTAN et la présence militaire américaine en Europe ? Croirait-on que brûler ses vaisseaux obligera l'Union européenne et ses États membres à faire un « saut quantique » ? Doté d'un solide sens des réalités, le président ukrainien, qui a éprouvé l'outrecuidance et la brutalité de Donald Trump, ne voit pas les choses ainsi. Il sait que la guerre d'Ukraine et celle d'Iran sont interdépendantes.

Publications récentes

Retrouvez toutes nos publications sur notre site

PLURALISME ET NEUTRALITÉ :
L'AUDIOVISUEL PUBLIC EN DÉPICIT

 **ANNEDIL DE LANOTTE**
RAPPORT DE L'OTAFER 2020

LE BANGLADESH À L'HEURE
DES INCERTITUDES :
DURCISSEMENT POLITIQUE
ET RÉPLIQUES ÉCONOMIQUES

 **LAURENT ARIËLOT**
NOTA D'OPINION DU DÉPT. L'OTAFER 2020

LA FRANCE ET LES EUROPÉENS
AU DÉFI DU « NEW DEFENSE » :
COMMENT SE RÉARMER À L'ÈRE
DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ?

 **GILLES DELAFON**
NOTA D'OPINION DU DÉPT. L'OTAFER 2020

VERS UNE COALITION
DU NUCLÉAIRE DE
PUISSANCE EN EUROPE :
UN IMPÉRATIF STRATÉGIQUE

 **ALBAN MAGRO**
NOTA D'OPINION DU DÉPT. L'OTAFER 2020

PHOTOVOLTAÏQUE
EN FRANCE : STOP !

 **LAETITIA PUYFAUCHER**
RAPPORT DE L'OTAFER 2020

PLURALISME ET NEUTRALITÉ :
L'ÉQUITÉ DE TRAITEMENT ET
L'ORIENTATION POLITIQUE DES
MATINALES DE RADIO FRANCE

 **REPORTER 123**
NOTA D'OPINION DU DÉPT. L'OTAFER 2020

FISCALITÉ DE L'HÉRITAGE :
POUR UNE FLAT TAX
À L'ITALIENNE

 **VICTOR FOUQUET**
RAPPORT DE L'OTAFER 2020

POLITIQUE NUMÉRIQUE
D'EMMANUEL MACRON : LE BILAN

 **CYRILLE DALMONT**
NOTA D'OPINION DU DÉPT. L'OTAFER 2020

DERRIÈRE LA RUSSIE, LA CHINE
COMMUNISTE : L'OCCIDENT
FACE AU RENFORCEMENT
D'UN AXE EURASIATIQUE

 **JEAN-SULVESTRE MONDREHER**
NOTA D'OPINION DU DÉPT. L'OTAFER 2020

LE COLLECTIF POUR L'INCLUSION
ET CONTRE L'ISLAMOPHOBIE
EN BELGIQUE : UNE ASSOCIATION
FRÉRISTE AU CŒUR DE BRUXELLES

 **PAOLA MALHOTRA ET JEREMY DE LAITOTTE**
UN COLLABORATEUR AVEC L'OPINION DU DÉPT. L'OTAFER 2020

CRISE POLITIQUE : LA DROITE
FACE À SES RESPONSABILITÉS

 **JEAN-THOMAS LESQUEUR**
NOTA D'OPINION DU DÉPT. L'OTAFER 2020

INSÉCURITÉ ET IMMIGRATION :
PROPOSITIONS POUR AMÉLIORER
L'EXPULSION DES PERSONNES
SOUS OQTF LES PLUS
DANGEREUSES POUR
LA SÉCURITÉ DES FRANÇAIS

 **JEAN-THOMAS LESQUEUR**
NOTA D'OPINION DU DÉPT. L'OTAFER 2020

PRÉDATION ÉCONOMIQUE
CHINOISE EN EUROPE :
IL EST TEMPS DE (RÉ)AGIR

 **CYRIL RINDE-GRILLIARD ET ALBAN MAGRO**
NOTA D'OPINION DU DÉPT. L'OTAFER 2020

DE L'UKRAÏNE AU DÉTROIT
DE TAÏWAN : CONFLITS
HÉGÉMONIQUES ET
SOLIDARITÉS OCCIDENTALES

 **JEAN-SULVESTRE MONDREHER**
NOTA D'OPINION DU DÉPT. L'OTAFER 2020

LES ENJEUX MARITIMES DANS
LA GÉOPOLITIQUE COMPLIQUÉE
DE LA PÉNINSULE CORÉENNE

 **HUGUES EUSELINE**
NOTA D'OPINION DU DÉPT. L'OTAFER 2020

RÉFLEXIONS SUR LES PÉRILS
DE LA DÉMOCRATIE LIBÉRALE
ET L'ANTIQUÉ THÉORIE DE
L'« ANACYCLOSIS »

 **JEAN-SULVESTRE MONDREHER**
NOTA D'OPINION DU DÉPT. L'OTAFER 2020



Programme Enjeux internationaux

Dans un contexte de fortes tensions internationales, d'émergence de nouveaux acteurs étatiques et non-étatiques et d'accroissement des menaces pour l'Europe, le Programme **Enjeux internationaux** décrypte les dynamiques géopolitiques actuelles sous l'angle spécifique de la sécurité et de la défense des intérêts vitaux de l'Europe et des Européens.

Ce document est la propriété de l'Institut Thomas More asbl. Les propos et opinions exprimés dans ce document n'engagent que la responsabilité de l'auteur. Sa reproduction, partielle ou totale, est autorisée à deux conditions : obtenir l'accord formel de l'Institut Thomas More asbl et en faire apparaître lisiblement la provenance.

© Institut Thomas More asbl, mars 2026

Jean-Sylvestre Mongrenier est directeur de recherche à l'Institut Thomas More.

